

## Mutilations Génitales Féminines:

# Célébration sous le thème "Tolérance Zéro "

A l'occasion de la Journée internationale "Tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines", le Ministère Chargé de la Promotion féminine, de l'Enfance et de la Famille a organisé avec l'appui de l'Unicef et du Fnuap, une conférence-débat pour le lancement de la stratégie et du plan d'action d'abandon des MGF en Mauritanie. La cérémonie d'ouverture des travaux de cette importante manifestation a été présidée

par Mme la Ministre de la Promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille, en présence du Wali de Nouakchott, de la vice présidente de la Communauté urbaine, de Mme la Hakem de Tevragh Zeina, de la Conseillère chargée des affaires sociales à la Présidence de la République et des Représentants de deux organismes onusiens précités.

**Page 5**

## Mutilations Génitales Féminines:

# Célébration sous le thème "Tolérance Zéro "

**A** l'occasion de la Journée internationale "Tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines", le Ministère Chargé de la Promotion féminine, de l'Enfance et de la Famille a organisé avec l'appui de l'Unicef et du Fnuap, une conférence-débat pour le lancement de la stratégie et du plan d'action d'abandon des MGF en Mauritanie. La cérémonie d'ouverture des travaux de cette importante manifestation a été présidée par Mme la Ministre de la Promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille, en présence du Wali de Nouakchott, de la vice présidente de la Communauté urbaine, de Mme la Hakem de Tevragh Zeina, de la Conseillère chargée des affaires sociales à la Présidence de la République et des Représentants de deux organismes onusiens précités. La déclaration des Imams de Mauritanie, sous forme de Fatwa prônant l'abandon des MGF, a été présentée par l'Imam Hademine Ould Saleck, président de l'Association des Imams défenseurs des droits de la femme et de l'enfant, tandis que celle des Médecins et professionnels de santé a été lue par le Docteur Mohamed Lemine Ould Cheikh.

Plus d'une soixantaine de participants ont pris part à cette conférence, dont des partenaires au développement dont les Agences des Nations Unies, la GTZ et la FLM, ainsi que des Ong nationales et régionales (dont Tostan du Sénégal). Au cours des débats, le plan d'action pour l'abandon des MGF en Mauritanie, a été enrichi par les expériences réussies des participants dont des actions de plaidoyer et de sensibilisation entreprises par la société civile depuis plus d'une décennie. Notons qu'en Mauritanie, la pratique des mutilations génitales des petites filles a enregistré un recul en 6 ans, avec un taux de prévalence de 71% en 2001 (indicateur de l'enquête démographique et de santé EDMS) contre 65 % en 2007 (enquête MICS, avec des indicateurs multiples). Sur le plan juridique, la Mauritanie est en avance par rapport aux autres Etats de la sous région, avec un arsenal juridique protégeant les droits fondamentaux de la femme et de la fille dont la Constitution ( article 13 garantissant l'intégrité du corps humain), l'article 285 du Code Pénal prévoyant des sanctions en cas d'amputation d'une partie du corps humain, l'article 12 du Code de protection pénale

de l'enfant qui incrimine les auteurs et complices des MGF. Enfin, le corpus législatif en vigueur est renforcé par les Conventions et traités internationaux ratifiés par la Mauritanie, et qui protègent et garantissent les droits humains de la fille et de la femme dont la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), la Convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), le protocole additif à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples et spécifiques aux droits de la femme (protocole de Maputo) ainsi que la plate forme de Beijing et la Déclaration contre la violence à l'égard des femmes.

Parmi les partenaires au développement engagés pour la lutte contre les MGF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'UNICEF et le Fonds des Nations pour la Population (UNPFA) ont accompagné avec succès les efforts du Gouvernement et de la société civile depuis une décennie.

**Irabiha Mint Abdel Wedoud**